

**PROGRAMME ASIE**

# **REDYNAMISER LA DIPLOMATIE CULTURELLE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES À TRAVERS L'UNESCO**

**ENTRETIEN AVEC ANAR KARIMOV**

AMBASSADEUR, DÉLÉGUÉ PERMANENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN AUPRÈS DE L'UNESCO

**PAR**

**EMMANUEL DUPUY**

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT PROSPECTIVE ET SÉCURITÉ EN EUROPE (IPSE)

JANVIER 2018

**ASIA FOCUS #58**

*Emmanuel Dupuy, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE), évoque dans le cadre de cet entretien avec S.EM. Anar Karimov, Délégué permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'UNESCO, quelques enjeux géopolitiques, géoéconomiques et géo-culturel liées à l'Azerbaïdjan, à l'aune de sa situation et de son "aspiration" à être considérée comme "carrefour" des Nouvelles routes de la soie et "passerelle" entre Occident et Orient.*

*L'Azerbaïdjan, en tant que membre du Comité exécutif, comme 57 autres États représentés au sein de l'institution onusienne a contribué à désigner mi-novembre dernier, à l'occasion de la 39e session plénière - la 12e directrice générale, en la personne de l'ancienne ministre française de la Culture, Audrey Azoulay.*

*La nouvelle directrice générale de l'organisation onusienne qui a fait sienne la mission - depuis sa création en novembre 1945 - visant à « construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes », aura ainsi la tâche particulièrement ardue de prendre les rênes d'une institution en profonde crise et qui s'interroge quant à son rôle réel en matière de diplomatie culturelle et éducative, alors que les États-Unis, Israël et le Japon semble tourner le dos à l'institution, sur fond de polémiques au sujet du statut de Jérusalem et la reconnaissance de la Palestine.*

*C'est, en effet, sur la base de son mandat, que l'UNESCO, parmi les 17 agences onusiennes, agit sur de nombreux terrains dans le but de remplir sa mission essentielle à la stabilité mondiale.*

*Il est utile cependant de rappeler qu'avec seulement 630 millions d'euros, soit 10% du budget dédié aux opérations de maintien de la paix (7,87 milliards d'euros) les problèmes budgétaires majeurs que rencontre l'agence - liés au refus des États-Unis de payer leur quote-part depuis 2011 - grèvent encore malheureusement son action et constituent un défi supplémentaire à la réalisation de ses objectifs et devoirs dont l'outil essentiel reste la prévention des conflits.*

*Revue de ces différents enjeux et nombreux défis, parfois écueils, au cœur de la nécessaire complémentarité entre développement et sécurité*

**EMMANUEL DUPUY :** Cela fait déjà 25 ans que l'Azerbaïdjan est membre de l'UNESCO. Comment appréciez-vous ces relations de 25 ans et pourquoi l'Azerbaïdjan est-il si intéressé par la coopération avec cette organisation ?

**ANAR KARIMOV :** Avant de répondre à la première partie de votre question, je voudrais d'abord mettre en avant le rôle prépondérant de l'UNESCO pour mon pays ainsi que pour l'humanité dans son ensemble. Comme vous le savez, l'UNESCO est une institution spécialisée des Nations Unies qui contribue à la paix et à la sécurité en promouvant la

collaboration internationale dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture, de la communication et de l'information. L'Organisation est connue depuis plus de 70 ans pour son soutien technique et expertise, ses nouvelles technologies et innovations, ainsi que pour sa planification stratégique. L'Organisation est la seule agence des Nations Unies ayant pour mandat de couvrir tous les aspects de l'éducation, commençant par l'éducation inclusive jusqu'à l'apprentissage tout au long de la vie. En outre, les Conventions de l'UNESCO dans le domaine culturel sont des instruments juridiques normatifs uniques qui réglementent les aspects tels que la protection du patrimoine culturel et naturel, la sauvegarde du patrimoine immatériel et subaquatique, la promotion de la diversité culturelle et l'interdiction du transfert illicite des biens culturels. De plus, l'UNESCO est une agence mondiale unique chargée de la préservation de l'océan et de la biodiversité. L'UNESCO ne se limite pas à son mandat initial, mais englobe également une dimension intellectuelle. Cela permet des rencontres et discussions entre praticiens et chercheurs sur des sujets importants et vitaux. A ce titre l'organisation est appelée officieusement "le laboratoire des idées". C'est également cette dimension qui a motivé notre aspiration à rejoindre l'UNESCO et approfondir nos relations.

La mission et les idéaux de l'UNESCO que je viens de citer répondaient aux intérêts de l'Azerbaïdjan. C'est pour cette raison qu'après avoir restauré en 1991 son indépendance, la République d'Azerbaïdjan a mené une politique de coopération efficace avec les organisations internationales et régionales. L'Azerbaïdjan est devenu membre de l'UNESCO le 3 juin 1992 et un peu plus tard la Commission nationale d'Azerbaïdjan pour l'UNESCO a été créée.

Devenus membres de l'UNESCO, nous avons pu bénéficier de son savoir-faire dans les domaines mentionnés ci-dessus dès les premiers jours de notre indépendance. Son soutien englobait principalement l'assistance technique et d'experts. Aujourd'hui, nous sommes fiers d'affirmer que l'Azerbaïdjan soutient l'UNESCO dans cette période des difficultés financières en tant que pays donateur.

Au-delà de la dimension bilatérale de notre partenariat, le fait que l'UNESCO soit une enceinte multilatérale nous donnait également la possibilité de coopérer avec d'autres pays du monde. La culture riche et ancestrale de l'Azerbaïdjan a pu dépasser ses frontières et devenir une partie intégrante du patrimoine culturel mondial. Nous avons eu la possibilité d'échanger par l'intermédiaire de l'UNESCO avec d'autres pays dans les domaines de l'éducation, la science et la culture. Afin d'approfondir ses relations avec l'UNESCO, l'Azerbaïdjan a rejoint, durant une courte période, les Conventions comme « La

protection des biens culturels en cas de conflit armé », « La protection du patrimoine mondial, culturel et naturel », « La protection de l'héritage culturel immatériel », « La protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles », etc. On peut encore ajouter à cette liste les différentes conventions et protocoles sur la science et l'éducation.

Je tiens à souligner le rôle important de la Première Vice-présidente de l'Azerbaïdjan, Madame Mehriban Aliyeva dans le développement des relations avec l'UNESCO. Sa contribution dans les domaines de la culture, la musique, la poésie, l'éducation, l'échange entre les différentes cultures, ont été hautement appréciés par l'UNESCO. En 2004, elle fut nommée à ce titre Ambassadrice de bonne volonté de de l'organisation

Le gouvernement azerbaïdjanais a par la suite fait de la protection de l'héritage culturel matériel et immatériel, l'une des priorités de sa politique culturelle. Grâce à cette politique qui répond également aux idéaux de l'UNESCO plusieurs sites historiques et savoir-faire ont été inclus sur la liste du patrimoine culturel de l'humanité. Comme exemple, je peux citer « La Cité fortifiée de Bakou avec le Palais des Chahs de Chirvan et la Tour de la Vierge », le site préhistorique de Gobustan, le mougham azerbaïdjanais, l'art des ashigs, l'art du tissage du tapis, la fête de Novrouz, etc.

Un autre domaine majeur constitue également le noyau de notre relation avec l'UNESCO. L'Azerbaïdjan est reconnu comme un pays de tolérance où les représentants des différentes ethnies et religions cohabitent en paix et en respect mutuel. Il est devenu un épice de dialogue interculturel, ceci de par son histoire et sa géographie. Il se trouve sur la Grande Route de la Soie entre l'Occident et l'Orient, et différentes cultures. Le Président de l'Azerbaïdjan S.E. M. Ilham Aliyev a lancé en 2008 le fameux « Processus de Bakou » visant à promouvoir le dialogue interculturel et la compréhension dans le monde entier. L'année prochaine aura lieu le 10<sup>e</sup> anniversaire de cette initiative majeure, devenue une véritable plate-forme mondiale du dialogue interculturel. C'est dans le cadre du « Processus de Bakou » que l'Azerbaïdjan avait accueilli, il y a déjà quelques années, les Forums Mondiaux sur le Dialogue Interculturel soutenu par l'UNESCO. Le modèle azerbaïdjanais qui prône la tolérance et la coexistence pacifique est devenu un exemple dans le monde.

L'éducation constitue également un axe important de notre politique. Plusieurs mesures importantes ont été prises pour réformer et moderniser notre système d'éducation. Il est évident que l'éducation est le garant du succès et de la vie heureuse d'un peuple. Le

progrès scientifique et le développement des nouvelles technologies sont aujourd'hui primordiaux.

L'UNESCO accueillant différents événements culturels dans le monde, nous avons pu célébrer à Paris, au siège de l'Organisation, le 500<sup>e</sup> anniversaire du grand poète azerbaïdjanais Muhammed Fuzuli, le 1300<sup>e</sup> anniversaire de l'épopée Dede Gorgud, les 100<sup>e</sup> anniversaires de l'académicien Yusif Mammadaliyev, l'écrivain et le scientifique Mir Jalal Pashayev, le Premier opéra en Orient de Uzeyir Hadjibeyli « Leyli et Mejnun », Ilyas Afandiyev, Nassimi, etc.

Je voudrais citer spécialement le dernier événement que nous avons organisé en novembre dernier. Il s'agissait d'une exposition et d'un concert consacrés au bicentenaire de l'arrivée des Allemands au Caucase du Sud, en particulier en Azerbaïdjan. Les colons allemands installés se sont facilement adaptés à un milieu culturel qui leur était nouveau. Ils ont pu conserver leur langue, leur identité, leur tradition, leurs liens avec leur pays d'origine et le droit d'exercer librement leur religion. La population allemande a particulièrement contribué à la croissance de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, ainsi qu'au développement urbain et à la vie culturelle azerbaïdjanaise. Ce fut un appel commun émanant du pays et de l'Organisation à une culture de paix, de cohabitation pacifique et de respect mutuel entre les différentes ethnies et religions.

J'apprécie ainsi hautement nos relations de 25 ans avec l'UNESCO et nous continuerons à les approfondir.

**EMMANUEL DUPUY : L'Azerbaïdjan participe activement aux différents projets de l'UNESCO réalisés dans différents pays du monde. Que pourriez-vous dire à ce sujet ?**

**ANAR KARIMOV :** La participation de l'Azerbaïdjan aux différents projets de l'UNESCO est à prendre en compte. Je cite en exemple la signature de l'accord-cadre sur la coopération entre le Gouvernement de l'Azerbaïdjan et l'UNESCO, en 2013, dans le domaine de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication.

Conformément à l'esprit de l'accord, l'Azerbaïdjan s'est engagé à fournir une contribution financière à l'Organisation pour soutenir sa noble mission dans certains domaines tels que : l'éducation des filles, la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel,

l'égalité des genres, le dialogue interculturel, la prévention des catastrophes naturelles, etc.

Grâce à cet accord, un fonds spécial a été créé pour financer des projets de l'UNESCO dans les domaines susmentionnés. Jusqu'à aujourd'hui plusieurs projets ont été mis en œuvre grâce à ce Fond. Je peux mentionner 4 projets en Afrique, notamment 3 projets sur l'éducation des filles au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et un projet sur l'enseignement et la formation technique et professionnelle au Libéria. Il faut noter qu'en soutenant les projets de l'UNESCO sur l'éducation des filles en Afrique, mon pays contribue à la réalisation des 2 priorités globales de l'Organisation : l'Afrique et l'égalité des genres.

Dans cette même perspective, des projets au Bangladesh et au Guatemala sur le renforcement des capacités institutionnelles nationales de ces Etats pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ainsi que des projets sur la science en Asie Centrale, et le dialogue interculturel sont financés par mon pays et sont en cours de réalisation. De plus, l'Azerbaïdjan a contribué au renforcement des capacités humaines de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Il faut aussi noter que le manuel militaire sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé a été lancé en décembre 2016 grâce à la contribution de l'Azerbaïdjan. C'est un outil très important pour les militaires qui leur permet de distinguer les objets culturels en temps de guerre, et dans des zones où le patrimoine mondial est menacé comme jamais il ne l'avait été.

La signature de l'accord sur les jeunes experts associés, en 2014, marque l'engagement de mon pays dans son soutien à l'UNESCO et aux ressources humaines de cette organisation pour la concrétisation d'objectifs communs.

L'Azerbaïdjan continuera à soutenir l'UNESCO à travers différentes contributions en vue de contribuer à l'exercice de sa noble mission et construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes.

**EMMANUEL DUPUY :** *Dans certaines parties du monde, en particulier, dans les zones de conflit plusieurs monuments historiques ont été détruits. Quelles mesures doivent être prises afin d'arrêter ces actes inhumains?*

**ANAR KARIMOV :** Malheureusement, nous sommes ces derniers temps les témoins de tendances négatives comme le terrorisme, l'extrémisme violent, le séparatisme,

l'intolérance culturelle, etc. La destruction des monuments culturels est l'une des principales conséquences de cette tendance.. Pour cette raison, je dirais qu'aujourd'hui, l'autorité et l'intervention de l'UNESCO sont aujourd'hui plus importantes que jamais.

L'UNESCO et la communauté internationale ont déjà pris certaines mesures afin de lutter contre la destruction de l'héritage culturel du monde. Par exemple, en 2015, l'ancienne directrice générale de l'UNESCO, Madame Irina Bokova avait lancé une campagne appelée "Unite4heritage". D'autre part, les pays membres de l'UNESCO ont adopté la "Stratégie pour le renforcement de l'action de l'organisation en matière de protection du patrimoine culturel et de promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé ». Dans le cadre de ce document, l'UNESCO continue ses efforts. Aumois de mars 2017, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la Résolution N°2347 qui demande aux États membres de prendre des mesures pour « empêcher et combattre » le commerce illicite et le trafic des biens culturels ou « à valeur archéologique, historique, culturelle, scientifique ou religieuse » qui ont été pillés en période de conflit armé, notamment par des groupes terroristes.

Dans ce sens, l'Azerbaïdjan coopère activement avec l'UNESCO et il continuera en ce sens. Nous sommes à ce titre membres du Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO et du Comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Nous menons un travail actif au sein de ces deux comités et contribuons à leurs activités. Profitant de l'occasion, je voudrais souligner que le gouvernement d'Azerbaïdjan a financé le projet de l'UNESCO sur la publication du « Guide militaire pour la protection du patrimoine culturel ». C'est un projet qui a eu beaucoup de succès et il est désormais largement utilisé durant les formations pour les militaires.

Ces derniers temps, la destruction intentionnelle des monuments ainsi que le "nettoyage culturel" sont au centre de l'attention de la communauté internationale. Malheureusement, l'Azerbaïdjan a rencontré ce problème il y a déjà plus de 25 ans et celui-ci persiste à ce jour. Tous les monuments qui se trouvaient dans le Haut Karabagh et les 7 régions adjacentes, territoires occupés de l'Azerbaïdjan par l'Arménie ont été sauvagement détruits. Il s'agit de musées, mosquées, cimetières, etc. D'autre part, tous les monuments culturels appartenant aux Azerbaïdjanais qui habitaient en Arménie et chassés dès 1988 vers l'Azerbaïdjan, ont été intentionnellement et complètement détruits. Plusieurs mosquées et cimetières en sont des exemples. Ce n'est qu'un acte de terrorisme contre la culture. Nous informons continuellement l'UNESCO de ces actes de barbarie.

C'est la raison pour laquelle nous menons une vive activité et essayons d'apporter notre soutien à l'UNESCO. Je pense que l'UNESCO et le monde entier doivent être actifs pour protéger l'héritage culturel en particulier en cas de conflit armé, occupation ou catastrophe naturelle.

**EMMANUEL DUPUY** : *Au mois de novembre 2017, les pays membres de l'UNESCO ont élu la nouvelle directrice générale de l'organisation. Comment voyez-vous l'avenir de cette organisation importante pour les prochaines années?*

**ANAR KARIMOV** : Tout d'abord, je félicite Madame Audrey Azoulay à l'occasion de son élection au poste de directrice générale de l'UNESCO et je lui souhaite le succès dans sa mission si difficile et responsable.

Il est évident que les nouveaux défis des dernières années obligent, les sociétés, les pays et les organisations à s'adapter à de nouvelles conditions et à être plus flexibles. Dans ce sens, l'UNESCO a également de nouvelles tâches devant ces nouveaux défis. Dans le monde actuel mouvant la responsabilité et le rôle de l'UNESCO sont devenus primordiaux. La paix et le développement durable, la protection de l'héritage de l'humanité, l'éducation pour tous, le développement de la science, etc., sont devenus essentiels. Comme Madame Azoulay l'indiquait dans son discours du 13 novembre 2017 devant l'Assemblée générale de l'UNESCO, la dégradation de l'environnement, le terrorisme, la remise en cause de l'apport des sciences, les attaques contre la diversité culturelle, l'oppression des femmes ou les déplacements massifs de populations sont autant de défis qui se posent au monde actuel. Cela fait déjà 72 ans que l'UNESCO existe, et malgré certaines difficultés, elle a pu les surmonter. L'Organisation rencontre également des difficultés, y compris son sein avec le départ de certains pays par exemple. Cette nomination de Mme Azoulay génère de nombreux espoirs dans la résolution des problèmes rencontrés. Elle tentera de réconcilier la communauté internationale en trouvant des compromis entre différentes positions existantes au sein de l'organisation. Dans ce sens, la nouvelle direction et l'ensemble des pays membres doivent mener ensemble une action efficace et efficiente pour atteindre les objectifs de notre organisation.

Quant à l'avenir de l'UNESCO, je pense qu'un travail doit être réalisé de manière constructive et transparente avec toutes les parties prenantes – les États membres, les commissions nationales, le secteur privé, la société civile, les organisations non gouvernementales, la communauté scientifique, les membres d'innombrables



associations de professionnelles et institutionnelles qui œuvrent sous l'égide de l'Organisation, sans oublier de nombreux partenaires au sein du système des Nations unies, et bien sûr le personnel qui constitue sa plus grande force.

Nous pensons que le processus de réforme de l'UNESCO est important et devrait être réalisé conformément à la réforme du système des Nations unies afin d'éviter les doublons entre les agences. À cet égard et compte tenu des maigres ressources financières et humaines, la hiérarchisation des domaines d'activités devrait être réalisée. Le principal point de référence est ici le mandat de l'UNESCO clairement énoncé dans sa Constitution. La culture, l'éducation, la science, la communication et l'information sont les principaux domaines de compétence de l'UNESCO et l'accent devrait être mis sur ces prérogatives.

L'Organisation traverse certaines périodes difficiles de son existence et les principaux défis sont les ressources financières limitées et la politisation excessive. Nous pensons que la nouvelle directrice générale ne ménagera aucun effort pour lisser les clivages, et ramener l'UNESCO à son mandat principal. Pour ce qui est de la question du budget, nous pensons que l'une des solutions pourrait être la contribution extrabudgétaire provenant à la fois des États membres et du secteur privé. A ce titre, une stratégie de communication appropriée devra être élaborée en ce sens. Les succès dans la mise en œuvre de projets issus de son champ de compétence devraient faire l'objet de davantage de visibilité auprès des publics dans l'optique d'une meilleure sensibilisation. Cela permettrait certainement d'accroître l'implication des États membres et du secteur privé.

Cela veut dire que la question des conflits d'intérêts ne doit pas être occultée car l'UNESCO est une institution à vocation universelle et ne devrait servir qu'à des objectifs définis dans son mandat. En d'autres termes, nous devons éviter de donner la priorité à certaines questions au détriment d'autres questions, pas nécessairement moins importantes, simplement en raison de la source de financement extrabudgétaire de ces activités.

L'UNESCO doit renforcer son efficacité et sa pertinence à tous les niveaux. C'est grâce à un engagement adossé à un partenariat accru avec tous les États membres et dépassant le jeu politique, grâce au travail acharné et une forte volonté, que la vision du monde portée par les idéaux fondamentaux de l'UNESCO peut devenir réalité.

Notre principal indicateur doit demeurer le bien-être de chaque habitant de notre planète. Nous devons poursuivre nos efforts afin d'améliorer l'accès à l'éducation pour tous, préserver notre riche patrimoine, sauver l'environnement pour les générations futures, assurer l'accès universel à l'information, les avancées de la science et la technologie, et

réaliser l'égalité des chances pour tous, sans distinction de race, d'origine ethnique, de religion et de sexe. De cette manière, nous pouvons renforcer également l'esprit de paix chez les hommes et femmes. ■

*ASIA FOCUS #59*

## **REDYNAMISER LA DIPLOMATIE CULTURELLE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES À TRAVERS L'UNESCO**

**Entretien avec Anar Karimov** / Ambassadeur, Délégué permanent de la République d'Azerbaïdjan auprès de l'UNESCO

**Par Emmanuel Dupuy**/ Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

JANVIER 2018

*ASIA FOCUS*

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org) – [emmanuel.lincot@gmail.com](mailto:emmanuel.lincot@gmail.com)

**PROGRAMME ASIE**

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org)

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

@InstitutIRIS

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)